

Recherches sociographiques



Débat

Gabriel Gagnon, Hubert Guindon, Jacques Godbout, Serge Courville, Fernand Dumont, Fernand Ouellet, Marcel Fournier, Jean-Marc Pottie, Serge Courville, Bruno Jean, Hélène David, Jacques Godbout, Gabriel Gagnon, Fernand Dumont, Hubert Guindon, Denys Delage and Gernand Dumont

Volume 26, Number 3, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 II

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056176ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056176ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Gagnon, G., Guindon, H., Godbout, J., Courville, S., Dumont, F., Ouellet, F., Fournier, M., Pottie, J.-M., Courville, S., Jean, B., David, H., Godbout, J., Gagnon, G., Dumont, F., Guindon, H., Delage, D. & Dumont, G. (1985). Débat. *Recherches sociographiques*, 26(3), 507–520. <https://doi.org/10.7202/056176ar>

DÉBAT

Gabriel GAGNON

La notion d'éclatement semble résumer pas mal de choses qui se sont dites ici. Si on accepte cette ligne de force, est-ce que ceci veut dire qu'il faut être gêné par rapport à la définition de priorités, soit sociales, soit épistémologiques ? Autant on voulait peut-être, il y a vingt ans, instaurer des priorités uniques et homogènes des deux côtés, autant j'ai l'impression que maintenant tout le monde se dit : « Il ne faut absolument plus imposer de priorités sociales ; il n'y a plus de problèmes plus importants que d'autres ; on peut étudier n'importe quoi ou tout ce qui se passe dans la société québécoise, sous peine de passer pour des idéologues. » Il me semble aussi, étant donné l'éclatement des perspectives épistémologiques, que, pour d'autres, il n'y a plus de priorités scientifiques : la science ne définit plus de problématiques dans lesquelles il faut travailler ; il n'y a plus de priorités épistémologiques, sinon celle d'aller étudier le vécu, ce que raconte la tante Alice, l'histoire régionale, etc. Je m'inquiète face à ça : est-ce vraiment ça la conclusion de nos débats ? Est-ce que c'est ça la science sociale au Québec aujourd'hui ? Ou s'il reste encore la possibilité, et même la nécessité, de définir certaines priorités, peut-être plusieurs, des priorités sociales et aussi des priorités épistémologiques. Là-dessus, je m'adresse autant aux membres de la table ronde d'aujourd'hui qu'aux conférenciers des autres jours.

Hubert GUINDON

Moi, je me sens à l'aise dans le fouillis ; donc, je ne me suis pas posé cette question-là telle que tu te la poses. Par ailleurs, c'est également une sorte d'éclatement qui a donné naissance à la Révolution tranquille. Et, à ce moment-là, on ne se préoccupait pas de savoir quelles seraient les priorités ; on voulait mettre derrière nous ce genre de régime idéologique contraignant, opprimant... On s'ennuyait à la campagne, où il n'y avait rien à faire, on avait hâte de sacrer notre camp en ville. Moi, ça ne m'énerve pas que ça soit éclaté et qu'on n'ait pas un autre bilan pour dire : « astheure, c'est ça qu'on va faire ». Il me semble que c'est un volontarisme dont on a déjà payé la note ! Alors, moi, je fais confiance. Je fais confiance à ce qui s'en vient. Les jeunes, si jamais on les laisse enseigner dans les universités, si on a la décence de mourir assez vite ou de prendre notre retraite, je leur fais confiance. Pensez-vous que les curés nous faisaient confiance ? Pour eux-autres, c'était la fin du monde, cet éclatement-là ! Là-dessus, je suis allé plus loin que je ne pensais à propos de Ouellet, dans le sens que je ne regrette pas l'éclatement qui a été provoqué ; lui, il ne l'oublie jamais, mais moi, en vieillissant, j'ai tendance à l'oublier. Donc, pour moi ce n'est pas

un problème que la problématique ne nous soit pas donnée « tout cuit, tout rôti », tout de suite après un éclatement.

Jacques GODBOUT

J'aurais une suggestion de réponse à cette question. Je me demande pourquoi, nous, les gens des sciences humaines, ce serait à nous seuls de définir les priorités de notre travail. Pourquoi on ne décide pas de faire ce qu'on aime, ce qu'on a envie de faire, ce qu'on pense important : de toute façon, la société va décider ce que va être notre priorité. Elle va décider, soit parce qu'elle va subventionner ou ne pas subventionner la recherche ; soit que le livre qu'on va faire va se vendre à cinq exemplaires ; par un ensemble de mécanismes... Les priorités vont s'établir par la relation entre ce qu'on a envie de faire et la société qui va réagir.

Serge COURVILLE

Je suis un témoin vivant, en tout cas un produit, de la Révolution tranquille. Je suis aussi un témoin extérieur à ce qui a pu se produire dans une discipline, en l'occurrence, la géographie. J'ai tellement goûté la « situation de la recherche sur le Canada français » quand j'étais étudiant et même autrement, que je n'aimerais pas qu'on oublie qu'il y a quand même eu aussi une évolution en géographie. J'aime de plus en plus entendre Hubert Guindon ; je dois dire qu'il me fascine. Il disait que le mot qui était revenu le plus souvent pour caractériser l'évolution des sciences humaines depuis vingt ans c'était « l'éclatement », et que cet éclatement était plus manifeste avant la Révolution tranquille : j'endosse très facilement cette remarque. Mais il y a peut-être un autre mot que j'aimerais introduire dans la discussion, c'est le mimétisme, dont l'idée a peut-être été esquissée par Fernand Harvey. Ce que j'ai vu depuis vingt ans, comme observateur extérieur d'une discipline, c'est qu'on s'est modernisé, on s'est mis à l'heure du monde en cédant peut-être trop à la magie d'un modernisme d'imitation, qui a pu paraître même stérilisant et inopportun à plusieurs égards. Quand la géographie est passée par sa vague de néo-positivisme en utilisant les méthodes quantitatives, je me souviens qu'il y a des articles que je n'arrivais vraiment pas à comprendre et je ne suis pas sûr que Gilles Paquet lui-même les aurait compris. Alors on s'est modernisé, on a cédé à cette magie-là, ce qui a effectivement entraîné toutes sortes de productions. J'ignore ce qu'il en est dans les autres disciplines, mais il me semble que, si le bilan de la géographie avait été fait, on aurait pu démontrer qu'on est peut-être actuellement en situation — ça, c'est mon gros mot — de décolonialisme ou de décolonisation culturelle. Je ne sais pas si ce bilan-là vous intéresse — d'ailleurs, on n'est plus à l'heure des bilans — mais je crois que, dans la synthèse qu'on pourrait faire de l'évolution de cette discipline, d'autres pourraient peut-être se retrouver. Par exemple, je vous donne quelques paramètres : difficulté de la

relève face aux maîtres des années soixante ; éclatement et atomisation des champs de la discipline et des terrains d'étude ; évolution vers l'imaginaire ; rêve d'aménagement. (Il ne faut pas oublier que nous, en géographie, nous sommes nés du B.A.E.Q., et qu'au cœur de chaque géographe sommeille un petit aménagiste !) Alors que l'histoire a vécu des polémiques, il n'y a pas eu de débat en géographie, et on est très doux face à ce qu'un collègue peut écrire. On a oublié le sens du récit, on ne fait plus de terrain, sauf dans certains domaines très particuliers : je pense notamment à la géographie culturelle et à la géographie urbaine. (Contrairement à ce que faisait remarquer un conférencier hier, il se fait encore de la géographie urbaine, mais comme il s'agit de projets basés sur des méthodes de type observation participante et que nous sommes impliqués dans le milieu, ceux-ci tardent à se manifester sous forme de publications.) Ce qui fait que, concrètement, on arrive à un seuil de passage. Je sens un peu confusément qu'on est peut-être à l'aube des échanges : pas dans le sens des débats polémiques, vraiment dans le sens de l'échange. Parce que l'espace a glissé. Linteau nous disait qu'il y a une préoccupation spatiale en histoire ; nous, en géographie, nous avons une préoccupation temporelle. On est peut-être rendu à l'époque d'une véritable multidisciplinarité, qui avait été annoncée il y a vingt ans, mais que je n'ai jamais vécue, ni comme étudiant, ni comme professionnel. Quant à la question que posait Guindon : « pour préserver la culture, est-ce qu'il suffit de l'étudier ou s'il ne faut pas plutôt revenir au présent ? », moi, j'ai l'impression qu'il faut tout autant retrouver le récit, c'est-à-dire étudier le passé, qu'étudier le présent et anticiper l'avenir. En géographie, il y a une chose qui est certaine : la démarche géographique perdrait tout son sens si elle cessait d'osciller entre les deux pôles que sont la rétrospective et la prospective, et entre les deux horizons qui la caractérisent, recherches multidisciplinaires et éducation permanente. Alors, je ne sais pas quelles similitudes et quelles différences on peut établir par rapport aux autres sciences humaines, mais en géographie, il y a eu de grands courants et on a vraiment cédé à la tentation du modernisme et de l'imitation. Peut-être était-ce nécessaire. Actuellement, je sens qu'on est à une période où les prochaines vingt années vont être très différentes sur le plan de la production, et fort probablement que les études vont être beaucoup plus intégrées. Personnellement, je travaille beaucoup avec les historiens. J'ai l'impression que ça va se multiplier.

Fernand DUMONT

En poursuivant dans la ligne de l'éclatement, sur lequel ont insisté les commentateurs de ce matin, particulièrement Hubert Guindon : pour ma part, moi cet éclatement ne m'inquiète pas du tout ; au contraire, dans la ligne de ce que disait Courville, je trouve que, pour une part, ça a au moins liquidé un certain dogmatisme des théories, certaines polémiques inutiles entre des théories devenues largement des idéologies. Alors on se retrouve, je pense,

chacun enfin reconnu pour soi-même, avec ses travers, ses préjugés et son génie propre. Donc, cet éclatement ne me gêne pas ; mais ce qui me gêne, et le mot pourrait être pris pour un synonyme, c'est la dispersion. Ce qui m'a beaucoup frappé, personnellement, au cours de ce colloque, c'est d'abord le fait que nos disciplines se sont éloignées prodigieusement les unes des autres. C'est relié sans doute à la formation même des spécialistes aujourd'hui. Je me rappelle, dans mon temps, quand j'étais étudiant à la Faculté des sciences sociales, pendant les deux premières années, on faisait de la sociologie, de l'économie, de la géographie humaine, de l'histoire, etc. et c'est seulement pendant les deux dernières années qu'on faisait de la sociologie. Le genre de formation que reçoivent aujourd'hui nos étudiants, je pense, va leur interdire encore beaucoup plus qu'à nous de communiquer avec d'autres disciplines. Quand un étudiant en sociologie n'a jamais suivi un cours de quarante-cinq heures en économie, comment pourrait-il écouter des discours du genre de ceux que nous avons entendus ici de la part des économistes, par exemple ? C'est cette dispersion-là, moi, qui m'inquiète. Elle est sans doute inévitable puisque, en se développant, nos disciplines sont devenues plus complexes. Mais ne serait-il pas possible d'essayer de dégager, non pas sur un plan volontariste, pour employer une expression qui a été utilisée, une problématique ou l'esquisse d'une problématique ; je dirais plutôt : de problématiques au pluriel ? On les a vues affleurer à quelques reprises pendant le colloque. Je pense à ce que disait Gérard Bouchard, hier, à propos de ce qu'il entrevoyait comme le vaste processus de peuplement de la Laurentie et des régions du Québec. On sentait là, on avait l'impression que se profilait, non plus simplement un programme de recherche, mais une sorte de vue d'ensemble. Ce sont ces vues d'ensemble qu'on aurait aimé davantage voir monter en surface. Et quand je dis ça, je n'accuse personne, je commence par m'accuser moi-même puisqu'il n'en a pas été question, ou guère, dans la communication que j'ai faite avec Fernand Harvey. Est-ce qu'il est possible, comme prolongement de ce colloque, et à partir des matériaux très riches qu'il nous a apportés, de dégager — encore une fois non pas sur un plan volontariste, comme si quelqu'un nous apportait enfin le message d'une théorie générale que nous ne connaissons pas — mais de dégager ce qui effectivement est actuellement à l'œuvre dans le travail qui se fait, même dans le travail le plus modeste ? Sans doute est-ce là, en particulier, la responsabilité de *Recherches sociographiques*, comme ça l'a toujours été.

Fernand OUELLET

Dans ce colloque, on a utilisé très souvent le mot « éclatement », mais pas toujours dans le même sens. Mon sentiment c'est que la plupart du temps, quand on parlait d'éclatement, on voulait parler de diversification des intérêts dans les différentes disciplines, et je pense que c'est un processus qu'on a retrouvé à peu près partout. Et, autre phénomène, quand on parle d'éclatement

des disciplines, qu'est-ce qu'on veut dire ? On veut dire que, autrefois, il y avait une certaine unification des disciplines, les choses étant peu complexes. Les disciplines se sont diversifiées, elles ont cherché à trouver leur objet au cours des vingt dernières années. Je pense que ça c'est vrai d'à peu près toutes les disciplines : c'est vrai chez les historiens, c'est vrai chez les politologues... Je crois qu'il y a une autre phase qui est apparue à travers ce colloque : maintenant, on se rend compte que cette diversification, qui a été poussée loin au niveau des intérêts et au niveau des disciplines, fait ressentir le besoin de retrouver de nouvelles perspectives d'ensemble. Et je voudrais signaler le fait que, dans presque toutes les communications, on a montré que s'était développé dans chacune des disciplines un intérêt fondamental pour les perspectives interdisciplinaires. Dans un premier temps, il y a eu une sorte de diversification des disciplines ; je pense que c'est un phénomène positif, exigé par les besoins mêmes de la société. Les disciplines ont trouvé leur sens en elles-mêmes ; maintenant, afin de prendre un peu plus d'ampleur, elles essaient de trouver ce qui les rapproche, d'explorer des champs communs. La prise de conscience du fait que l'objet de la science n'est pas un champ qui appartient d'une façon unique à une discipline est, je pense, une découverte fondamentale pour le développement de la science. De mon côté, au lieu de voir dans l'éclatement quelque chose qui a uniquement un sens, qui est dangereux ou négatif, je vois cela comme quelque chose qui est normal, comme l'émergence d'une autre façon d'explorer une société qui est devenue beaucoup plus complexe. Une chose qui m'a aussi beaucoup frappé dans cette recherche d'une nouvelle polarisation, c'est l'intérêt pour le culturel. Dans toutes les communications — pas seulement en histoire — on a montré que, au cours des cinq ou dix dernières années, le fait culturel est devenu un fait qui est absolument fondamental pour la plupart de nous tous. En terminant, je dois dire que, pour moi, ce fut un plaisir absolument extraordinaire d'assister à ce colloque, car j'ai pu, justement, sentir ces phénomènes de façon concrète.

Marcel FOURNIER

Ce qui m'a beaucoup étonné dans les propos de Guindon, c'est que, finalement, j'y ai découvert un marxiste-léniniste. Parce que son histoire des sciences sociales — je caricature peut-être... — se résume à ceci : d'échecs en échecs, jusqu'à une victoire. Et cette victoire, c'est celle d'une certaine modestie, d'une certaine interdisciplinarité, c'est la victoire de la *soft-science*. Il nous invite, dans une certaine mesure, à ce que j'appellerais une nouvelle éthique du travail intellectuel et scientifique, et je dirais même, pour prendre une expression de Foucault — et ça nous rapprochait de... comment est-ce qu'on dit ? Deslauriers ? Desaulniers ? — à une certaine esthétique du travail intellectuel. Il y a cette volonté de faire une science qui soit plus près de nous, qui soit présente à l'actualité, à la vie telle qu'elle se déroule, tout en étant aussi, en tant que

produit, plus littéraire, plus agréable. Sans être en désaccord avec ce constat, je rappellerais que, dans l'ensemble des discussions, il y a peut-être un certain nombre de choses qui ne sont pas apparues. C'est peut-être dû au fait que le colloque a été organisé par *Recherches sociographiques* et que les gens se sont ainsi sentis obligés, dans les états qu'ils ont faits, de privilégier la démarche sociographique (que j'estime, en tant que telle), mais il semble qu'on a négligé de parler d'une certaine prise de distance, des reculs qui se sont pris et qui me semblent significatifs. Je donne trois exemples ; il ne s'agit pas nécessairement d'une distribution de prix : je les prends comme signes d'une démarche qui est non plus analyse des groupes politiques, ou de la politocailerie, mais réflexion sur le politique. Je pense aux travaux de Godbout sur la participation et la démocratie, qui manifestent cette volonté de réflexion. On a bien fait référence à un ensemble de travaux sur les modes de vie, la culture matérielle, le folklore, etc., mais on a peu parlé de l'élaboration de problématiques de la culture. Je pense, notamment, aux travaux de Dumont. C'est la même chose en ce qui concerne l'histoire : on a fait un inventaire de l'historiographie, mais il apparaît actuellement des réflexions plus théoriques qui relèvent d'une philosophie de l'histoire ; je pense, par exemple, à Freitag. (Je pourrais citer d'autres personnes, ou essayer de me situer moi-même.) Donc, ce qui caractérise peut-être certains aspects de la démarche en science sociale aujourd'hui, c'est à la fois cette volonté de présence, et aussi — ce qui me semble fort significatif ; on ne l'a peut-être pas assez mis en évidence — une certaine prise de distance, un certain recul, qui m'apparaît très positif.

Jean-Marc PIOTTE

J'aurais une question à poser au géographe. Je ne sais pas si ma vision est fautive, mais j'ai l'impression qu'il y a eu, en géographie, la même tendance qu'on a pu observer en économie : beaucoup d'économistes se sont éloignés des sciences humaines en devenant économétristes, et il me semble qu'il s'est produit un phénomène semblable en géographie, où des géographes considèrent leur science comme étant complètement différente de la sociologie. C'est du moins l'impression que j'ai eu du Département de géographie de l'UQAM, et il me semble que la géographie est disparue du champ de *Recherches sociographiques*. [...]

Je voudrais également souligner un phénomène qui affecte la recherche en sciences humaines. Depuis vingt ans, les gens que nous avons formés dans nos départements d'université se sont retrouvés dans différents ministères ou ailleurs, et ils font quotidiennement de la recherche financée et orientée. Ce qui fait que nos contributions sont, par rapport aux leurs, moins demandées et moins nombreuses. Même si les chercheurs universitaires remplissent parfois des commandes qui viennent de l'extérieur, ou travaillent à subvention, c'est peu, comparativement à ce qui se fait maintenant comme recherches en dehors

de l'université. C'est ce qui explique que le poids que nous avons aujourd'hui, en tant que chercheurs universitaires, est beaucoup moindre que celui que nous avions il y a vingt ans.

Il y a aussi un autre phénomène, qui renvoie à l'éclatement et à la crise, non seulement économique, mais aussi politique et culturelle que nous vivons, et qui, dans nos recherches portant sur la société, remet en question nos thèmes et nos problématiques : au début des années soixante, on se définissait tous par rapport à l'État québécois ; on était pour, on était contre, on l'analysait de façons différentes, mais c'était un pôle de référence commun. Ça, ça n'existe plus actuellement. Et, si je voulais proposer une vision absolument pessimiste de ce qui se passe dans la société, je reprendrais la description de la culture de l'éphémère dont il était question dans l'exposé de Desaulniers, mais pour la recouper avec un autre type de culture : celle des technocrates, des administrateurs qui contrôlent de plus en plus de choses, avec un système de comptabilité de plus en plus fort. Et j'ajouterais le passage de l'intérêt qu'avaient les étudiants des années soixante pour les sciences humaines à l'intérêt actuel pour les sciences administratives. Donc, en bas, au niveau de ce qu'on vit : l'éphémère ; en haut, des technocrates qui calculent, comptabilisent et organisent ce marché-là. Je pense que, dans ça, nous nous retrouvons un peu désorientés, essayant de comprendre ce qui se passe et tentant aussi de voir si ça ne pourrait pas se passer de façon différente.

Serge COURVILLE

Pour répondre aux questions posées par Jean-Marc Piotte : j'ai un copain avec qui je suis en relation d'amitié depuis fort longtemps et qui, dans sa médecine, puisqu'il est médecin, vit exactement les mêmes tensions et les mêmes évolutions qu'on a pu connaître en géographie. (On est peut-être les chirurgiens de la planète, comme l'avait dit un géographe dans le temps !) Il m'expliquait que la médecine avait évolué à peu près de la façon suivante : il avait peut-être fallu, en médecine comme en sciences sociales, passer par l'étude de l'anatomie du lobe de l'oreille gauche pour en revenir à une perception plus globale de la personne, et pouvoir lui donner les soins que nécessitait sa condition. Si vous demandez à un géographe comment va la discipline, dans neuf cas sur dix, il va vous répondre : « Ça va mal ! On est en crise, on a de la difficulté à s'orienter. » Ça, c'est le syndrome de tous ceux qui sont dans une situation difficile et qui ont peine à prendre du recul face à ce qu'ils vivent. En fait, la crise de la géographie depuis les derniers vingt ans — et là, je vais sûrement dire une grossièreté, parce que si j'avais des collègues ici... — c'est une crise de la commandite. On ne fait que très rarement appel aux géographes pour des projets d'aménagement, puisqu'il y a une corporation professionnelle de ceux qui s'appellent les urbanistes, et c'est même coulé dans le béton avec la loi 125 ! La géographie s'est toujours définie comme une science au service du Prince : pensons à

Bouchette et à tous les autres. Et le B.A.E.Q., au début des années soixante — c'est quand même après le colloque qui a eu lieu il y a vingt ans — a nourri, dans ce sens-là, tous les espoirs. Or, faire de l'aménagement, ça impliquait forcément de se frotter aux autres disciplines pour se faire infuser la grâce mathématique, modélisante, théorique, etc. Et ce n'est pas sans signification qu'en géographie, le premier courant contestataire en réaction à la géographie classique française, qu'avait introduite Blanchard, entre autres, va être précisément un courant néo-positiviste avec théories, modèles, etc. Ce qui va engendrer un courant de géographie critique... et nous allons connaître notre époque marxiste, comme tout le monde. Et, finalement, viendra un autre courant qui sera en réaction contre le marxisme, avec une géographie plus culturelle. Actuellement, on en est à la territorialité avec Rafestin, c'est-à-dire un peu dans la position du médecin qui revient à la personne globale. Je ne sais pas si ces éléments-là répondent à vos questions, mais c'est un peu le profil que je retracerais.

Bruno JEAN

Représentant ici la sociologie périphérique, je me sens un peu gêné d'intervenir après l'exposé d'Hubert Guindon : si je l'ai bien suivi, nous avons mérité une mention honorable... Je suis assez content de ce colloque parce qu'on a reconnu qu'a eu lieu un événement important dans les sciences sociales depuis vingt ans : avec le développement de l'Université du Québec, ces sciences, qui étaient pratiquées au centre, le sont maintenant en périphérie, à Rimouski, à Chicoutimi, à Trois-Rivières et dans le Nord-Ouest. C'est sûr qu'on pratique la sociologie du lieu où on est : de la rue Saint-Denis à Montréal, ou de la rue Saint-Germain à Rimouski. Nous, nous sommes partis des institutions centrales, des départements de sociologie ou d'histoire des grandes villes québécoises, pour aller dans ces régions. Nous avons alors, et nous avons encore, une espèce d'espoir qui nous portait à travailler : c'étaient les mouvements régionalistes. Nous ne ressentons pas tellement — Séguin, Bouchard, moi-même et bien d'autres — le pessimisme qu'on constate chez les sociologues du centre. En partie, c'est assez simple à comprendre : dans les régions périphériques, les universités sont des institutions dominantes, en ce sens que le milieu attend beaucoup de ces institutions-là ; nous sommes toujours appelés par Radio-Québec pour aller dire notre mot, il faut se cacher... Il y a une attente de ces milieux locaux et régionaux du travail des universitaires. Malheureusement, ce qui s'est produit dans un premier temps c'est qu'on nous a demandé, en tant qu'intellectuels arrivant dans ces milieux, d'être les porte-parole de ces mouvements-là. Plusieurs d'entre nous se sont laissés séduire par cet appel. C'était plaisant, ça nous permettait en même temps de faire nos enquêtes parce que ça donnait accès à la documentation de groupes populaires, régionaux, etc. Au travers de ça, nous avons quand même essayé de poursuivre des travaux qui commencent à donner un certain nombre de résultats. Je trouve heureux que

Fernand Harvey, qui est venu à Rimouski et qui est retourné à Québec, ait développé ce projet des histoires régionales à l'I.Q.R.C. ; projet qui est peut-être problématique dans sa réalisation, mais qui tente de renouveler une certaine historiographie nationale en essayant de revoir ce qui s'est passé concrètement dans chacun des ensembles régionaux. Gérard Bouchard y faisait allusion hier : on a encore de la difficulté à identifier les découpages régionaux. C'est qu'il y a beaucoup de liens entre les différentes histoires régionales. Mais avant d'imaginer ces liens, il faudrait d'abord commencer par faire ces histoires. J'étais venu ici pour la question des études rurales ; en 1962, Fortin avait fait le bilan de ces études et il souhaitait un meilleur travail de la part des anthropologues sur le milieu rural québécois. Ce qui, finalement, a été très très peu fait en vingt ans. Les quelques anthropologues qui se sont intéressés au milieu rural l'ont fait dans la nouvelle tradition d'anthropologie marxiste sur la paysannerie : ils ont fait beaucoup de débats théoriques, mais peu de travaux qui ont donné des résultats tangibles. Ainsi, le champ des études rurales est devenu le champ des études régionales, dont Guy Massicotte a fait le portrait. Si j'avais préparé une communication, nous aurions raconté un peu la même chose et fait référence aux mêmes travaux. Au fond, c'est normal, parce que dans les régions que nous avons étudiées, la marque rurale est encore présente. Ça m'amène à penser que, dans l'avenir, il sera sans doute important de réétudier le milieu rural québécois. Il y a eu autrefois une vague d'études là-dessus, dont on a fait le constat en 1962. Depuis, il y a eu une espèce de rejet énorme de cette approche monographique. Ce que je souhaite — je ne sais si un jour j'aurai le temps de le faire — c'est de retourner étudier ces rangs et ces villages ; je pense que ça intéresse Courville également. Il y a énormément de travail à faire de ce côté-là. On a juste à regarder les dernières statistiques pour le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie : il y a plus de 50% des gens qui vivent, non pas dans des rangs, parce qu'ils se sont développés ; non pas dans les villes moyennes de province, parce que ces villes n'arrivent pas à prendre leur *take-off*, mais ils vivent dans des villages dont les fonctions économiques sont disparues : les beurreries sont fermées, il n'y a plus de marchand général, il reste un dépanneur... Il y a encore pas mal de monde qui habite dans ces milieux villageois. On ne connaît pas la structure occupationnelle de ces villages : qui sont ceux qui y demeurent ? des rentiers qui attendent leur mort près de l'église ? On s'aperçoit qu'il y a un phénomène de repeuplement de ces villages par les jeunes, qui ne vont plus vers les grands centres. Tout ça pour signaler que, si l'on dit qu'il n'y a plus de grandes problématiques, nous, des régions périphériques, nous ne ressentons pas le même pessimisme ou le même éclatement qu'on constate effectivement dans les institutions centrales. Bref, comme nous sommes portés par un mouvement, avec les ambiguïtés que cela amène, nous sommes plus optimistes et nous sentons qu'il y a beaucoup de travail à faire.

Hélène DAVID

J'ai l'impression que les questions dont a traité Hubert Guindon sont celles qui nous dérangent le plus, et peut-être n'était-il pas possible de le faire autrement qu'en riant un peu. Je crois que les moments où nous avons ri le plus, en l'écoutant, ce sont ceux où ça nous faisait le plus mal. En ce sens-là, il a peut-être fait un peu plus qu'un diagnostic : il m'a fait penser à ces guérisseurs philippins qui mettent leurs doigts, sinon leur main entière dans nos entrailles et qui sortent un paquet sur la table. Et là, nous sommes pris à voir nos tripes sur la table et à nous demander quoi en faire. C'est un peu compliqué, parce que les sociologues sont davantage habitués à voir les tripes des autres. Je pense que nous sommes encore un peu sous l'effet anesthésique de son humour, et que c'est ainsi un peu difficile de répondre à toutes les questions assez fondamentales qu'il a soulevées. Il y en a une toutefois qui a été reprise dans plusieurs interventions et sur laquelle je voudrais revenir, parce qu'elle me préoccupe beaucoup : la question de la définition d'un objet. Jacques Godbout a évoqué l'idée de laisser la société définir les questions, ce qui impliquait que ce n'était pas notre rôle de le faire. C'est une affirmation qui me gêne beaucoup. D'une part, parce que, pour moi, la société c'est une réalité qui n'existe pas comme telle : il y a des gens qui prennent des décisions sur des objets ; ce n'est peut-être pas nous, mais il s'agirait de savoir qui. Jusqu'à quel point nos disciplines sont-elles définies par des objectifs bureaucratiques et gouvernementaux ? Cette question mériterait un débat et permettrait peut-être de soulever des problèmes d'ensemble. Courville a utilisé l'expression « être au service du Prince » : je pense que ça rend assez bien la réalité. Dans nos disciplines, beaucoup de productions, par le biais de nombreux mécanismes institutionnels, sont le reflet ou le prolongement de politiques ou de priorités gouvernementales qui sont déjà à l'œuvre, ou qui, en termes de décisions à prendre, sont en devenir. Je me demande si les questions qu'on étudie, et la manière dont on les étudie, ne sont pas largement définies — que ce soit par la priorisation des champs de recherche, par le financement, par les publications qui sont les sous-produits de commandites, etc. — par les pouvoirs auxquels on se subordonne. Fernand Dumont souhaite une vue d'ensemble ; moi, je proposerais plutôt une question d'ensemble autour de cette situation-là, question à laquelle tout le monde n'apportera pas les mêmes réponses.

J'aimerais terminer par une brève anecdote pour illustrer cette situation, telle que je la vis concrètement dans le milieu où je travaille. Le printemps dernier, j'étais en train de définir un projet de recherche sur les conditions de travail de travailleurs âgés. Je dois avouer que j'avais une certaine satisfaction à développer cette question. Je me disais que, dans les voies plus traditionnelles, on parle de gérontologie, de gens qui sont déjà exclus du marché du travail, alors que, moi, j'allais traiter des gens âgés qui sont encore au travail. En allant voir des gens dans des syndicats locaux pour avoir leurs perceptions, de façon à

préciser comment aborder la question, je me suis rendue compte, à l'expression du visage de l'un de mes interlocuteurs, que ma question, au fond, ne le passionnait pas tant que ça. J'ai fini par savoir ce qui le préoccupait davantage : chez lui, la prise de retraite des gens âgés devient un problème politique à cause de la situation démographique. Même les syndicats se demandent que faire des personnes âgées : « Pour moi le problème, me dit-il bien candidement, ce sont les travailleurs de trente ans qui me demandent d'abaisser l'âge de la retraite ! » Je dois vous avouer que j'ai eu un choc et que, depuis qu'il m'a dit ça, j'y pense tous les jours. Parce que je ne sais pas quoi faire de ça. Ça ne colle pas avec les schèmes que j'ai, les choses que je peux lire, etc. Et je n'ai pas encore de réponse...

Jacques GODBOUT

Pour répondre à Hélène David : je pense qu'on s'est peut-être mal compris. Quand j'ai dit que la société se chargera de nous dire quelles sont nos priorités, je n'ai pas vu la société comme étant une espèce de gros intervenant, un gros pouvoir. L'anecdote qu'elle a racontée est une illustration parfaite de ce que je voulais dire par « la société », en ce sens qu'elle avait l'idée d'une recherche et, en allant voir les gens que ça concernait, elle s'est sentie obligée de la modifier. C'est ça que je voulais dire par « la société ». Un autre exemple, c'est ce que Marc-Adélarde Tremblay racontait hier. Il disait que les anthropologues ne peuvent plus définir leurs priorités tout seuls, parce que ceux qui constituent leur objet d'étude ont décidé de devenir des partenaires d'étude. À la limite, ils disent : « On va la faire nous-mêmes, l'étude. » Là, ça pose plus de problèmes pour notre discipline ! C'est dans ce sens-là que je dis : arrêtons de nous prendre nous-mêmes pour la société.

Gabriel GAGNON

Jean-Marc Piotte et Hélène David soulignaient qu'il y a des priorités qui nous sont imposées par des technocrates. Ça, je crois que Godbout le néglige un peu. Lorsqu'on parle de « la société », il faut se dire qu'elle est évidemment divisée, et que ceux qui donnent des octrois aux sciences sociales ne sont pas des gens qui appartiennent à des groupes dominés ; ce ne sont pas, non plus, ces gens qui ont le plus besoin de ces études-là. Ce n'est pas parce qu'on a rencontré un fonctionnaire de tel ministère ou de tel conseil de recherche qu'on a vraiment rencontré la société. C'est là que je m'inquiète. Et je me demande parfois, contrairement à ce que pense Guindon, si nous n'étions pas plus libres, dans nos recherches, il y a dix ans, que nous ne le sommes aujourd'hui. Je me réfère à ce que disait Marcel Fournier de la *big research* : de plus en plus de gens de sciences sociales deviennent des entrepreneurs ; ils font de très grosses recherches. Dans les corridors, je croise souvent des collègues qui me disent : « C'est épouvantable ! Je voudrais chercher telle chose, mais je ne peux pas avoir

d'argent. Comment pourrais-je faire pour améliorer mon projet, l'arranger de façon à obtenir le financement de tel ou tel organisme de recherche ? » Et, souvent, ce à quoi il arrive après avoir effectué ces transformations-là, c'est à un projet tout à fait différent de ce qu'il voulait faire et fort éloigné des priorités que, peut-être idéologiquement, il s'était posées. De la même façon, d'autres disent : « Moi, j'aimerais faire de la recherche qualitative. Mais si je propose ça à tel conseil de recherche, ils n'aimeront pas ça. Il faut absolument que je fasse un questionnaire. Moi, je ne crois pas tellement à cette méthode-là, dit la personne (moi non plus, d'ailleurs...), mais si je ne fais pas un questionnaire fermé qui peut être analysé mathématiquement, je n'aurai pas mon octroi de recherche. » Il est obligé de se lancer dans une méthodologie, dans un paradigme auquel il ne croit pas, pour faire de la grosse recherche. Alors je me dis que le technocrate, il est autant au milieu qu'à l'extérieur de nous. Ne disons pas que ce sont uniquement de méchants technocrates qui nous imposent un certain nombre de priorités : nous-mêmes, nous faisons de l'autocensure et, souvent, nous négligeons des perspectives épistémologiques et des problèmes sociaux dont nous aimerions traiter. Cet éclatement-là, qui paraît manifeste, il est peut-être beaucoup moins évident aujourd'hui, parce que nous sommes organisés à la fois par nous-mêmes et par l'extérieur.

Fernand DUMONT

La solution serait peut-être de faire de la petite recherche !

Hubert GUINDON

Je suis complètement d'accord avec Gabriel Gagnon lorsqu'il dit que ceux qui contrôlent le financement se trouvent ainsi à dicter les priorités. Fernand Dumont m'a volé ma réponse — ce n'est pas gentil de sa part ! — en disant qu'il faut faire des petites recherches. Le drame que j'entrevois, ce n'est pas chez les « gros-gras-dur » comme nous autres, installés à l'université, avec des salaires qui me surprennent moi-même (c'est-à-dire, le mien). Et Dieu sait si j'aurais le temps d'en faire, de la petite recherche ! (Comme sait Gary Caldwell, je ne l'utilise pas toujours convenablement...) Ceux qui ne peuvent pas, ce sont nos successeurs, qui, eux, pour survivre, vont être contrôlés beaucoup plus directement par la petite commandite, qui les fait vivoter et à laquelle ils seront astreints, parce qu'autrement il ne vivoteront même pas. Et ça, je vois ça comme un écueil qui s'en vient.

Quant à Marcel Fournier, je dois dire que, vraiment, il m'en donne trop. J'aurais été assez flatté d'être perçu comme marxiste, parce que très peu l'ont deviné... J'ai aussi compris que Lénine était plus engagé que Marx ; mais ce que je n'ai pas aimé, c'est qu'il me les « garroche » tous les deux ensemble avec un trait d'union ! Mais il a tout de même dit des choses vraies — ce qu'il fait davantage quand il pense spontanément, plutôt que quand il écrit... Cette idée

de recul dont il a parlé est importante: il devait y avoir confusion dans les commentaires que j'ai faits, parce que le recul est effectivement très important. Mais ce recul dont ont aussi parlé Hélène David et Jean-Marc Piotte, c'est le recul que nous pouvons nous permettre, parce que nous sommes gros-gras-durs... Donc, d'une certaine façon, je suis d'accord avec tout le monde: c'est ce que je désire toujours...

Denys DELAGE

Si on essaie d'identifier ce dont on a peu parlé, il y a d'abord cette dichotomie Québec/Canada français. Est-ce qu'on a fait un bilan sur le Québec ou sur le Canada français? C'est lié aux questions d'identité. Chose certaine, s'il y a vingt ans on parlait du Canada français, aujourd'hui on parle davantage du Québec. Ceci pose la question suivante: qu'en est-il, peu importe la manière dont on les appelle, de la diaspora, ou des Canadiens français hors du Québec? Sur eux, très peu de choses se sont dégagées. On a parlé de la fin des oppositions dogmatiques; on a souligné qu'on avait une bonne connaissance de la bourgeoisie, mais qu'on savait très peu de choses sur les autres classes sociales, peu de choses aussi sur la mobilité. En général, je retiendrais aussi l'appel du terrain: on a souligné l'absence de petites monographies, en particulier sur des sous-cultures.

J'ai été frappé par la remarque de Fernand Ouellet sur les changements de perspective en histoire, sur le passage graduel d'une histoire économique à une histoire davantage anthropologique: il me semble que, s'il y a une volonté d'interdisciplinarité, les anthropologues sont relativement isolés des réseaux dans les sciences humaines. À propos de la démographie, il n'y avait malheureusement pas de démographes ici, bien que nous en ayons invités; on sait que l'apport des démographes a été considérable, cependant on n'a pas de réponse sur le problème de la dénatalité.

Finalement, si on prend note de ceux qui n'ont pas parlé, je souligne que, si on a ici des professeurs d'université, on n'a pas de chercheurs du gouvernement, on n'a pas non plus de professeurs des autres niveaux, du cégep en particulier, et on a peu de chercheurs autonomes. Or, ces gens sont nombreux à vouloir travailler.

Fernand DUMONT

Étant donné que c'est la séance de clôture, on ne peut pas faire autrement, moi comme les autres, d'évoquer le temps écoulé depuis 1962. J'oserais poser la question suivante — les termes que je vais employer ne sont pas justes, ils sont un peu caricaturaux: en quel sens, depuis 1962, où toute la recherche en sciences humaines paraissait centrée sur le Québec, en quel sens ces sciences humaines, cette recherche, se sont-elles aujourd'hui relativement détachées du

Québec ? Ce colloque, au fond, nous contraignait à parler de nos recherches en tant qu'elles portent sur le Québec, à mettre entre parenthèses ce qui, pour certains d'entre nous, et c'est mon cas, est le principal. Le principal de ce que je fais n'a rien à faire avec le Québec. L'autre jour, je rencontre Guy Rocher : il est en train d'écrire un livre sur le droit. Il ne sera sûrement pas beaucoup question du Québec là-dedans. Marcel Rioux, depuis assez longtemps, écrit des choses qui souvent n'ont rien à faire avec le Québec. Que s'est-il passé ? Quel est le sens de ce cheminement ? Est-ce là un mouvement naturel, de sorte que les jeunes qui, aujourd'hui, travaillent sur les régions, quand ils seront nommés à Laval ou à Montréal, vont parler du Québec en général et, en vieillissant, vont finir par s'évader vers la théorie générale ? Est-ce que c'est ça le destin naturel de la recherche ? Ou est-ce que nos théories générales sont destinées à retomber comme une pluie bienfaisante sur le Québec pour en féconder l'analyse ? Ou est-ce qu'il s'est produit un déplacement, ou plutôt plusieurs déplacements de la recherche depuis 1962, où nous avons tous l'air d'être concentrés exclusivement sur le Québec ? Et quel est le sens de ce déplacement, quelle est la signification que cela va donner à l'avenir de l'étude du Québec ? Est-ce que le Québec va devenir pour nous une sorte d'aire culturelle, comme on parle d'aire culturelle pour les anthropologues, ou est-ce que ça va continuer — mais en quel sens ? — d'être non seulement l'objet de nos études, mais le lieu d'où parfois on pense à des choses plus générales, mais qui n'en sont pas moins marquées par l'endroit où on pense ? Voilà quelques questions...